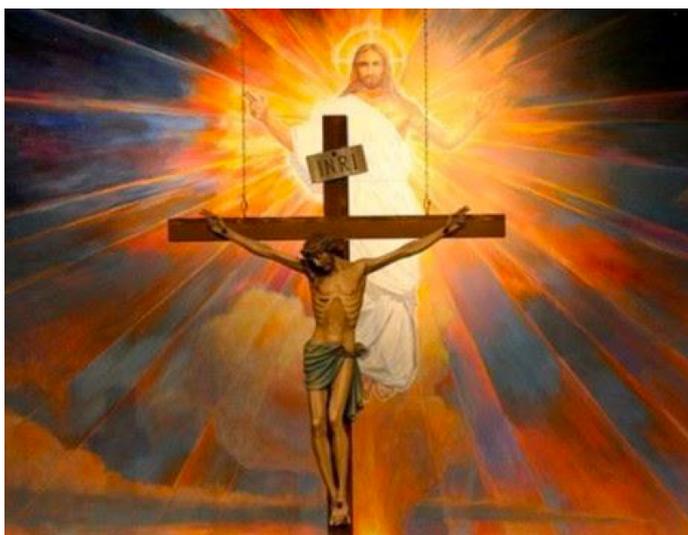


PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

*Lettre à mes amis
au sujet de l'ouverture des Jeux Olympiques*

Le choix de la beauté



Frère Etienne, moine bénédictin - S'il faut recréer autour de nous de nouveaux paysages dans l'espace et le temps, volontiers je me ferai artiste, poète ou musicien, ou même architecte pour la gloire de Dieu et le salut de mes frères. Il y a assez de forces jeunes et neuves dans le monde, de beaux esprits, et je saurai bien les utiliser pour recréer dans le cœur des hommes le jardin de l'enfance aujourd'hui outragé.

La beauté de l'âme humaine appelle un autre langage que celui que vient de présenter Paris au monde entier. Il y a d'innombrables sentiers pour toucher le cœur de l'homme, mais si on désire l'élever et le purifier, il faut un peu plus de finesse et de vérité, et surtout un peu plus de pudeur et d'humanité. Le choix de la vulgarité

comme moyen d'expression reste un outrage au cœur noble et ne plaît à personne, si ce n'est aux dépravés.

Notre jeunesse cherche de nouveaux chemins sur terre, et des projets plus lumineux en harmonie avec sa véritable vocation de gloire. Pourquoi lui offrir des spectacles de misère et de nudité/nullité, lorsqu'on pourrait recréer une fantaisie de lumière et évoquer à sa mémoire la grandeur de notre histoire, la beauté de nos cathédrales, et Notre-Dame restaurée.

Aujourd'hui, il faut de nouveau rassembler les artistes, les musiciens et le grand orchestre, celui qui unit le ciel et la terre, et recréer une nouvelle chorégraphie mondiale avec tous les cœurs nobles et les cœurs chrétiens.

En réparation de cette triste soirée de scandale lors de l'ouverture des Jeux Olympiques de Paris, le 26 juillet 2024, chacun d'entre-nous a le devoir de faire un choix absolu et définitif pour la Beauté, de s'y consacrer corps et âme avec tout son génie, et de restaurer dans le monde la gloire de Dieu pour le temps et pour l'éternité.

Pour ma part, je refais le choix de ma vocation au service de la Sainte Liturgie, et c'est dans le sanctuaire de Dieu que je désire participer à la transfiguration de l'univers dans le Christ Jésus Notre-Seigneur. —

Viktor Orbán

Sur la mission de paix hongroise et la politique pro-guerre de l'UE



Eric Bertinat – Dans nos médias - excusez du mauvais jeu de mots - Viktor Orbán, premier ministre de la Hongrie et président de l'Union européenne jusqu'à la fin de cette année, a *mauvaise presse* et il nous est bien difficile de nous faire une idée par nous-même sur la politique qu'il poursuit depuis de nombreuses années, plus particulièrement après que ses récentes visites auprès de dirigeants étrangers aient été amèrement critiquées à Bruxelles.

Il ne nous est donc pas souvent donné de découvrir sans filtre ses interventions. Aussi, bien que dépassant le format habituel de *Perspective catholique*, je vous propose la conférence que Viktor Orbán a donné le 27 juillet dernier lors de la 33e université d'été libre et camp d'étudiants de Bálványos, communément appelée le festival Tusványos. Le thème choisi était : «Le temps de la paix». Le premier ministre hongrois a abordé un large éventail de sujets : la guerre en Ukraine, les relations Europe-États-Unis, la disparition de l'hégémonie occidentale et le déplacement géopolitique mondial vers le Sud et l'Est en cours, l'importance de l'État-nation, l'Union européenne (UE) comme exemple par excellence du changement mondialiste et oligarchique dans la politique occidentale, Donald Trump, le rôle de la Hongrie dans tout cela, et bien plus encore. De quoi nous faire librement notre opinion sur ce politicien de religion protestante qui déplaît tant aux chancelleries occidentales.

Et si vous ne trouvez ni le temps ni le courage de lire toutes les pages qui suivent, sautez allègrement aux deux dernières pages pour vous contenter de son résumé ! —

La traduction est assurée par Bruno Bertez.

Conférence

Bruxelles a condamné les efforts de la mission de paix hongroise. J'ai essayé – sans succès – d'expliquer qu'il existe un devoir chrétien. Cela signifie que si vous voyez quelque chose de mauvais dans le monde – surtout quelque chose de très mauvais – et que vous avez un instrument pour y remédier, alors c'est un devoir chrétien d'agir, sans contemplation ni réflexion excessives. La mission de paix hongroise répond à ce devoir. Je voudrais rappeler à tous que l'UE a un traité fondateur qui contient ces mots exacts : «L'objectif de l'Union est la paix». [Pourtant] Bruxelles est offensée que nous décrivions ce qu'elle fait comme une politique pro-guerre. Orwell avait peut-être raison quand il écrivait que dans la « novlangue », la paix est la guerre et la guerre est la paix. Malgré toutes les critiques, rappelons-nous que depuis le début de notre mission de paix, les ministres de la Guerre américain et russe se sont parlés, les ministres des Affaires étrangères suisse et russe ont eu des entretiens, le président Zelensky a finalement appelé le président Trump et le ministre ukrainien des Affaires étrangères s'est rendu à Pékin. La fermentation a donc commencé et nous passons lentement mais sûrement d'une politique européenne pro-guerre à une politique pro-paix. C'est inévitable, car le temps joue en faveur de la politique de paix. La réalité s'est imposée aux Ukrainiens et il appartient désormais aux Européens de revenir à la raison, avant qu'il ne soit trop tard : « Trump ante portas ». Si d'ici là l'Europe ne passe pas à une politique de paix, alors après la victoire de Trump elle devra le faire en admettant sa défaite, couverte de honte et en admettant seule la responsabilité de sa politique.

Comment la guerre a révélé la réalité du monde aujourd'hui

Mais, Mesdames et Messieurs, le sujet de notre exposé d'aujourd'hui n'est pas la paix. En fait, pour ceux qui réfléchissent à l'avenir du monde et des Hongrois qui y vivent, trois grandes questions se posent aujourd'hui.

La première grande question est la guerre, ou plus précisément un effet secondaire inattendu de la guerre. C'est le fait que la guerre révèle la réalité dans laquelle nous vivons. Cette réalité n'était pas visible et n'aurait pas pu être décrite auparavant, mais elle a été illuminée par la lumière fulgurante des missiles tirés pendant la guerre.

La deuxième grande question qui se pose est celle de l'après-guerre. Un nouveau monde verra-t-il le jour ou l'ancien perdurera-t-il ?

Et si un nouveau monde est en train de naître – et c'est notre **troisième grande question** – comment la Hongrie doit-elle s'y préparer ?

Alors, à propos de la réalité révélée par la guerre. Chers amis, la guerre est notre pilule rouge. Pensez aux films «Matrix». Le héros est confronté à un choix. Il a le choix entre deux pilules : s'il avale la pilule bleue, il peut rester dans le monde des apparences superficielles ; s'il avale la pilule rouge, il peut regarder et descendre dans la réalité. La guerre est notre pilule rouge : c'est ce qui nous a été donné, c'est ce que nous devons avaler. Et maintenant, armés de nouvelles expériences, nous devons parler de la réalité.

C'est un cliché de dire que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Il est important d'ajouter que la guerre est la continuation de la politique sous un angle différent. Ainsi, la guerre, dans son implacabilité, nous amène à un nouveau point de vue, à un point de vue élevé. Et de là, elle nous donne une perspective complètement différente, jusqu'alors inconnue. Nous nous trouvons dans un nouvel environnement et dans un nouveau champ de forces concentré. Dans cette pure réalité, les idéologies perdent leur pouvoir, les tours de passe-passe statistiques perdent leur pouvoir, les distorsions médiatiques et la dissimulation tactique des politiciens perdent leur pouvoir. Les illusions répandues, ou même les théories du complot, n'ont plus aucun sens. Ce qui reste, c'est la réalité brutale et cruelle.

Par souci de clarté, j'ai répertorié sous forme de puces tout ce que nous avons vu depuis que nous avons avalé la pilule rouge : depuis le déclenchement de la guerre en février 2022.

Pourquoi la paix en Ukraine ne peut être instaurée que de l'extérieur

Premièrement, la guerre a fait des centaines de milliers de victimes de part et d'autre. J'ai rencontré récemment des gens de chaque côté et je peux dire avec certitude qu'ils ne veulent pas s'entendre. Pourquoi ? Il y a deux raisons. La première est que chacun d'eux pense pouvoir gagner et veut se battre jusqu'à la victoire. La deuxième est que chacun est animé par sa propre vérité, réelle ou perçue. Les Ukrainiens pensent qu'il s'agit d'une invasion russe, d'une violation du droit international et de la souveraineté territoriale, et qu'ils mènent en fait une guerre d'autodéfense pour leur indépendance. Les Russes pensent que l'OTAN a fait des progrès importants en Ukraine, que l'Ukraine s'est vu promettre l'adhésion à l'OTAN et qu'ils ne veulent pas voir de troupes ou d'armes de l'OTAN à la frontière russo-ukrainienne.

Ils disent donc que la Russie a le droit de se défendre et qu'en fait cette guerre a été provoquée.

Chacun a donc une part de vérité, perçue ou réelle, et ne renoncera pas à mener la guerre. C'est une voie qui mène directement à l'escalade. Si cela dépend de ces deux parties, il n'y aura pas de paix. La paix ne peut être apportée que de l'extérieur.

Deuxièmement, nous nous sommes habitués ces dernières années à ce que les États-Unis déclarent que leur principal adversaire ou rival était la Chine. Or, aujourd'hui, nous voyons les États-Unis mener une guerre par procuration contre la Russie. Et la Chine est constamment accusée de soutenir secrètement la Russie. Si tel est le cas, nous devons alors répondre à la question de savoir pourquoi il est raisonnable de rassembler deux pays aussi grands dans un camp hostile. Cette question n'a pas encore reçu de réponse significative.

Troisièmement, la force de l'Ukraine, sa résilience, ont dépassé toutes les attentes. Depuis 1991, onze millions de personnes ont quitté le pays, celui-ci est gouverné par des oligarques, la corruption est à son comble et l'État a pratiquement cessé de fonctionner. Et pourtant, nous assistons aujourd'hui à une résistance sans précédent. Malgré les conditions décrites ici, l'Ukraine est en réalité un pays fort. La question est de savoir d'où vient cette force. Outre son passé militaire et l'héroïsme personnel de certains, il y a quelque chose qui mérite d'être compris : l'Ukraine a trouvé un but plus élevé, elle a découvert un nouveau sens à son existence. Car jusqu'à présent, l'Ukraine se considérait comme une zone tampon. Être une zone tampon est psychologiquement débilisant : on se sent impuissant, on a le sentiment que son destin n'est pas entre ses mains. C'est la conséquence d'une telle position doublement exposée. Mais aujourd'hui, la perspective d'appartenir à l'Occident se fait jour. L'Ukraine s'est donné pour nouvelle mission d'être la région frontalière militaire orientale de l'Occident. Son existence a pris de l'importance à ses propres yeux et aux yeux du monde entier. Cela l'a amenée à un état d'activité et d'action que nous, non-Ukrainiens, considérons comme une insistance agressive – et il est indéniable qu'il s'agit d'une attitude très agressive et insistante. En fait, les Ukrainiens exigent que leur objectif supérieur soit officiellement reconnu au niveau international. C'est ce qui leur donne la force qui les rend capables d'une résistance sans précédent.

Quatrièmement : la Russie n'est pas ce que nous avons vu jusqu'à présent, et elle n'est pas ce que nous avons cru jusqu'à présent. La viabilité économique du pays

est exceptionnelle. Je me souviens d'avoir assisté à des réunions du Conseil européen – les sommets des Premiers ministres – lorsque, avec toutes sortes de gestes, les grands dirigeants européens affirmaient avec une certaine arrogance que les sanctions contre la Russie et l'exclusion de la Russie du système SWIFT, le système international de compensation financière, mettraient la Russie à genoux. Elles mettraient à genoux l'économie russe et, par là même, l'élite politique russe. En regardant les événements se dérouler, je me souviens de la sagesse de Mike Tyson, qui a dit un jour : «Tout le monde a un plan, jusqu'à ce qu'il se fasse frapper au visage.» Car la réalité est que les Russes ont tiré des leçons des sanctions imposées après l'invasion de la Crimée en 2014 – et non seulement ils ont tiré les leçons, mais ils les ont mises en pratique. Ils ont mis en œuvre les améliorations informatiques et bancaires nécessaires.

Le système financier russe n'est donc pas en train de s'effondrer. Il a développé une capacité d'adaptation et nous en sommes devenus les victimes après 2014, car nous exportons une part importante de la production alimentaire hongroise vers la Russie. Nous n'avons pas pu continuer à le faire à cause des sanctions, les Russes ont modernisé leur agriculture et nous parlons aujourd'hui de l'un des plus grands marchés d'exportation de produits alimentaires au monde, un pays qui dépendait autrefois des importations. La manière dont on nous décrit la Russie – comme une autocratie néo-stalinienne rigide – est donc fautive. En fait, nous parlons d'un pays qui fait preuve de résilience technique et économique – et peut-être aussi de résilience sociétale.

Cinquième leçon importante de la réalité : la politique européenne s'est effondrée. L'Europe a renoncé à défendre ses propres intérêts : tout ce qu'elle fait aujourd'hui, c'est suivre sans réserve la ligne de politique étrangère des démocrates américains, même au prix de son autodestruction. Les sanctions que nous avons imposées portent atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Europe : elles font monter les prix de l'énergie et rendent l'économie européenne non compétitive.

Nous avons laissé passer sans réponse l'explosion du gazoduc Nord Stream ; l'Allemagne elle-même a laissé passer sans réponse un acte de terrorisme contre ses propres biens – qui a manifestement été perpétré sous la direction des États-Unis – et nous n'en disons pas un mot, nous n'enquêtons pas là-dessus, nous ne voulons pas l'éclaircir, nous ne voulons pas le soulever dans un contexte juridique. De la même manière, nous n'avons pas fait ce qu'il fallait dans l'affaire des écoutes téléphoniques d'Angela Merkel, qui ont été menées avec l'aide du Danemark. Ce n'est donc rien d'autre qu'un acte de

soumission.

Le déplacement de l'axe du pouvoir en Europe – de l'Ouest vers le Nord-Est

Il y a là un contexte compliqué, mais je vais essayer de vous en donner une description nécessairement simplifiée mais complète. La politique européenne s'est également effondrée depuis le début de la guerre russo-ukrainienne parce que le cœur du système de pouvoir européen était l'axe Paris-Berlin, qui était autrefois incontournable : c'était le cœur et c'était l'axe.

Depuis que la guerre a éclaté, un autre centre et un autre axe de pouvoir ont été établis. L'axe Berlin-Paris n'existe plus – ou s'il existe, il est devenu sans importance et susceptible d'être contourné. Le nouveau centre et l'axe de pouvoir comprennent Londres, Varsovie, Kiev/Kiev, les pays baltes et les pays scandinaves.

Quand, à la stupéfaction des Hongrois, on voit le chancelier allemand annoncer qu'il n'envoie que des casques à la guerre, puis une semaine plus tard qu'il envoie effectivement des armes, ne croyez pas que cet homme a perdu la tête. Quand le même chancelier allemand annonce qu'il peut y avoir des sanctions, mais qu'elles ne doivent pas porter sur l'énergie, puis deux semaines plus tard, il est lui-même à la tête de la politique de sanctions, ne croyez pas que cet homme a perdu la tête. Au contraire, il est tout à fait dans son élément. Il sait très bien que les Américains et les organes libéraux de formation de l'opinion qu'ils influencent – les universités, les *think tanks*, les instituts de recherche, les médias – utilisent l'opinion publique pour punir la politique franco-allemande qui n'est pas conforme aux intérêts américains. C'est la raison pour laquelle nous avons le phénomène dont j'ai parlé, et c'est la raison pour laquelle nous avons les bévues idiosyncrasiques du chancelier allemand.

La Pologne, rempart américain en Europe

Changer le centre du pouvoir en Europe et contourner l'axe franco-allemand n'est pas une idée nouvelle, elle a simplement été rendue possible par la guerre. Cette idée existait déjà, il s'agissait en fait d'un vieux plan polonais visant à résoudre le problème de la Pologne coincée entre un immense État allemand et un immense État russe, en faisant de la Pologne la première base américaine en Europe. Je pourrais dire que cela revient à inviter les Américains là-bas, entre les Allemands et les Russes. 5% du PIB de la Pologne sont désormais consacrés aux dépenses militaires, et l'armée polonaise est la deuxième en Europe après la France – on parle

de centaines de milliers de soldats. C'est un vieux plan, pour affaiblir la Russie et devancer l'Allemagne. À première vue, devancer les Allemands semble une idée fantaisiste. Mais si l'on regarde la dynamique du développement de l'Allemagne et de l'Europe centrale, de la Pologne, cela ne semble pas si impossible – surtout si, entre-temps, l'Allemagne démantèle sa propre industrie de classe mondiale.

Cette stratégie a conduit la Pologne à renoncer à coopérer avec le V4 (le groupe de Visegrád). Le V4 signifiait autre chose : le V4 signifiait que nous reconnaissons l'existence d'une Allemagne forte et d'une Russie forte et que, en collaboration avec les États d'Europe centrale, nous créons une troisième entité entre les deux. Les Polonais ont abandonné cette stratégie et, au lieu de suivre la stratégie du V4 consistant à accepter l'axe franco-allemand, ils ont adopté une stratégie alternative consistant à éliminer l'axe franco-allemand.

Les personnes âgées peuvent vraiment saisir l'ampleur de ce changement – le contournement de l'axe franco-allemand – si elles se souviennent peut-être d'il y a vingt ans, lorsque les Américains ont attaqué l'Irak et ont appelé les pays européens à se joindre à eux. Nous, par exemple, avons rejoint l'OTAN en tant que membre. À l'époque, Schröder, alors chancelier allemand, et Chirac, alors président français, ont été rejoints par le président russe Poutine lors d'une conférence de presse commune organisée pour s'opposer à la guerre en Irak. À cette époque, il existait encore une logique franco-allemande indépendante dans la gestion des intérêts européens.

La mission de paix ne vise pas seulement à rechercher la paix, mais aussi à inciter l'Europe à poursuivre enfin une politique indépendante.

L'isolement de l'Occident — et pourquoi le monde se range du côté de la Russie

Sixième leçon. Jusqu'à présent, l'Occident a pensé et agi comme s'il se considérait comme une référence, une sorte de point de référence pour le monde. Il a fourni les valeurs que le monde a dû accepter, par exemple la démocratie libérale ou la transition écologique. Mais la plupart des pays du monde l'ont remarqué et, ces deux dernières années, un virage à 180 degrés a eu lieu. Une fois de plus, l'Occident a déclaré qu'il attendait du monde qu'il adopte une position morale contre la Russie et pour lui. En réalité, tout le monde se range petit à petit du côté de la Russie.

Que la Chine et la Corée du Nord le fassent n'est peut-être pas une surprise. Que l'Iran fasse de même, compte tenu de son histoire et de ses relations avec la Rus-

sie, est quelque peu surprenant. Mais le fait que l'Inde, que le monde occidental considère comme la démocratie la plus peuplée, soit également du côté des Russes est étonnant. Que la Turquie refuse d'accepter les exigences morales de l'Occident, bien qu'elle soit membre de l'OTAN, est vraiment surprenant. Et le fait que le monde musulman considère la Russie non pas comme un ennemi mais comme un partenaire est complètement inattendu.

Le comportement irrationnel de l'Occident, la plus grande menace pour le monde aujourd'hui

Septièmement, la guerre a révélé que le plus grand problème auquel le monde est confronté aujourd'hui est la faiblesse et la désintégration de l'Occident. Bien sûr, ce n'est pas ce que disent les médias occidentaux: ils prétendent que le plus grand danger et le plus grand problème du monde est la Russie et la menace qu'elle représente. C'est faux ! La Russie est trop grande pour sa population et elle est dirigée par des dirigeants hyper-rationnels – c'est en fait un pays qui a des dirigeants. Il n'y a rien de mystérieux dans ce qu'elle fait : ses actions découlent logiquement de ses intérêts et sont donc compréhensibles et prévisibles.

D'un autre côté, le comportement de l'Occident – comme cela ressort clairement de ce que j'ai dit jusqu'à présent – n'est ni compréhensible ni prévisible. L'Occident n'est pas dirigé, son comportement n'est pas rationnel et il ne peut pas faire face à la situation que j'ai décrite dans mon exposé ici l'année dernière : le fait que deux soleils soient apparus dans le ciel. C'est le défi que l'Occident doit relever sous la forme de la montée en puissance de la Chine et de l'Asie. Nous devrions être capables de faire face à cela, mais nous n'en sommes pas capables. L'importance de l'État-nation

Huitième point. Le véritable défi pour nous est donc de tenter de comprendre l'Occident à la lumière de la guerre. Car nous, les Européens du centre, considérons l'Occident comme irrationnel. Mais, chers amis, que se passe-t-il s'il agit de manière logique, mais que nous ne comprenons pas sa logique ? S'il est logique dans sa façon de penser et d'agir, nous devons nous demander pourquoi nous ne le comprenons pas. Et si nous pouvions trouver la réponse à cette question, nous comprendrions aussi pourquoi la Hongrie est régulièrement en conflit avec les pays occidentaux de l'Union européenne sur des questions géopolitiques et de politique étrangère.

Ma réponse est la suivante.

Imaginons que notre vision du monde, en tant qu'Européens centraux, soit fondée sur les États-nations. Or, l'Occident pense que les États-nations n'existent plus. C'est inimaginable pour nous, mais c'est pourtant ce qu'il pense. Le système de coordonnées dans lequel nous pensons, nous autres Européens centraux, n'a donc aucune importance. Dans notre conception, le monde est constitué d'États-nations qui exercent un monopole national sur l'usage de la force, créant ainsi une situation de paix générale. Dans ses relations avec les autres États, l'État-nation est souverain, c'est-à-dire qu'il a la capacité de déterminer de manière indépendante sa politique étrangère et intérieure. Dans notre conception, l'État-nation n'est pas une abstraction juridique, ni une construction juridique : l'État-nation est enraciné dans une culture particulière. Il a un ensemble de valeurs communes, il a une profondeur anthropologique et historique. Et de là naissent des impératifs moraux communs fondés sur un consensus commun. C'est ce que nous considérons comme l'État-nation.

Mais, à l'opposé, les Occidentaux considèrent que les États-nations n'existent plus. Ils nient donc l'existence d'une culture commune et d'une morale commune fondée sur celle-ci. Ils n'ont pas de morale commune.

C'est pourquoi ils pensent différemment à la migration. Ils pensent que la migration n'est pas une menace ou un problème, mais plutôt un moyen d'échapper à l'homogénéité ethnique qui est la base d'une nation. C'est l'essence même de la conception progressiste, libérale et internationaliste de l'espace. C'est pourquoi ils ne voient pas l'absurdité – ou ne la voient pas comme telle – du fait que, tandis que dans la moitié orientale de l'Europe, des centaines de milliers de chrétiens s'entre-tuent, nous laissons entrer dans l'ouest de l'Europe des centaines de milliers de personnes venues de civilisations étrangères. De notre point de vue d'Europe centrale, c'est la définition même de l'absurdité. Cette idée n'est même pas envisagée en Occident.

Je signale entre parenthèses que les États européens ont perdu au total quelque cinquante-sept millions d'Européens autochtones au cours de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Si eux, leurs enfants et leurs petits-enfants avaient vécu, l'Europe n'aurait pas aujourd'hui de problèmes démographiques. L'Union européenne ne se contente pas de penser comme je le décris, elle le déclare.

Si nous lisons attentivement les documents européens, il est clair que l'objectif est de dépasser la nation. Il est vrai qu'ils ont une étrange façon d'écrire et de dire cela, en affirmant qu'il faut dépasser les États-nations, alors qu'il en reste une petite trace. Mais le fait est qu'après

tout, les pouvoirs et la souveraineté doivent être transférés des États-nations à Bruxelles. C'est la logique qui sous-tend toute mesure importante. Dans leur esprit, la nation est une création historique ou transitoire, née au XVIIIe et au XIXe siècle – et comme elle est arrivée, elle peut repartir. Pour eux, la moitié occidentale de l'Europe est déjà post-nationale. Il ne s'agit pas seulement d'une situation politique différente, mais ce dont je veux parler ici, c'est d'un nouvel espace mental. Si l'on ne regarde pas le monde du point de vue des États-nations, on se retrouve face à une réalité complètement différente. C'est là que réside le problème, la raison pour laquelle les pays de l'ouest et de l'est de l'Europe ne se comprennent pas, la raison pour laquelle nous ne parvenons pas à nous unir.

La disparition du collectif en Occident

Si nous essayons de comprendre comment cette pensée occidentale – que nous devrions appeler, pour simplifier, pensée et condition « post-nationales » – a vu le jour, nous devons remonter à la grande illusion des années 1960. La grande illusion des années 1960 a pris deux formes : la première était la révolution sexuelle, la seconde la révolte étudiante. En fait, elle était l'expression de la croyance que l'individu serait plus libre et plus grand s'il était libéré de toute forme de collectivité. Plus de soixante ans plus tard, il est devenu clair qu'au contraire, l'individu ne peut devenir grand que par et dans une communauté, que lorsqu'il est seul, il ne peut jamais être libre, mais toujours solitaire et condamné à se rétrécir. En Occident, les liens ont été successivement abandonnés : les liens métaphysiques que sont Dieu, les liens nationaux que sont la patrie et les liens familiaux. Maintenant qu'ils ont réussi à se débarrasser de tout cela, en espérant que l'individu deviendrait plus grand, ils se retrouvent avec un sentiment de vide. Ils ne sont pas devenus grands, mais petits. Car en Occident, on ne désire plus ni de grands idéaux, ni de grands objectifs communs, motivants.

L'Occident, un «nain agressif»

Il faut parler ici du secret de la grandeur. Quel est le secret de la grandeur ? Le secret de la grandeur est de pouvoir servir quelque chose de plus grand que soi. Pour cela, il faut d'abord reconnaître qu'il existe dans le monde quelque chose ou des choses qui sont plus grandes que soi, et ensuite se consacrer à servir ces choses plus grandes. Il n'y en a pas beaucoup. On a son Dieu, son pays et sa famille. Mais si on ne fait pas cela, mais qu'on se concentre sur sa propre grandeur,

en pensant qu'on est plus intelligent, plus beau, plus talentueux que la plupart des gens, si on dépense son énergie là-dessus, à communiquer tout cela aux autres, alors ce qu'on obtient n'est pas de la grandeur, mais de la grandeur. Et c'est pourquoi aujourd'hui, chaque fois que nous discutons avec des Européens de l'Ouest, dans chaque geste, nous ressentons de la grandeur au lieu de la grandeur.

Je dois dire qu'il s'est créé une situation que nous pouvons appeler le vide, et le sentiment de superflu qui l'accompagne donne lieu à l'agressivité. D'où l'émergence du « nain agressif » comme un nouveau type de personne.

En résumé, ce que je veux vous dire, c'est que lorsque nous parlons de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale, nous ne parlons pas de différences d'opinions, mais de deux visions du monde différentes, de deux mentalités, de deux instincts et donc de deux arguments différents. Nous avons un État-nation qui nous pousse vers le réalisme stratégique. Ils ont des rêves post-nationalistes qui sont sans effet à l'égard de la souveraineté nationale, ne reconnaissent pas la grandeur nationale et n'ont pas d'objectifs nationaux communs. C'est la réalité à laquelle nous devons faire face.

L'UE, exemple par excellence de la «démocratie» occidentale avancée : élitisme, mondialisme, oligarchie

Enfin, le dernier élément de la réalité est que cette situation post-nationale que nous observons en Occident a des conséquences politiques graves – et je dirais dramatiques – qui bouleversent la démocratie.

En effet, au sein des sociétés, il y a une résistance croissante à l'immigration, au genre, à la guerre et au mondialisme. Et cela crée le problème politique de l'élite et du peuple – de l'élitisme et du populisme. C'est le phénomène qui définit la politique occidentale aujourd'hui. Si vous lisez les textes, vous n'avez pas besoin de les comprendre, et ils n'ont pas toujours de sens de toute façon ; mais si vous lisez les mots, les expressions suivantes sont celles que vous trouverez le plus souvent. Elles indiquent que les élites condamnent le peuple pour sa dérive vers la droite. Les sentiments et les idées du peuple sont qualifiés de xénophobie, d'homophobie et de nationalisme. En réponse, le peuple accuse l'élite de ne pas se soucier de ce qui est important pour lui, mais de sombrer dans une sorte de mondialisme dérangé.

En conséquence, les élites et le peuple ne peuvent pas s'entendre sur la question de la coopération. Je pourrais citer de nombreux pays. Mais si le peuple et les élites ne

parviennent pas à s'entendre sur la coopération, comment peut-on parvenir à une démocratie représentative?

Parce que nous avons une élite qui ne veut pas représenter le peuple et qui est fière de ne pas vouloir le représenter ; et nous avons le peuple qui n'est pas représenté. En fait, dans le monde occidental, nous sommes confrontés à une situation dans laquelle les masses de personnes diplômées de l'enseignement supérieur ne représentent plus moins de 10 pour cent de la population, mais 30 à 40 pour cent. Et à cause de leurs opinions, ces personnes ne respectent pas ceux qui sont moins instruits, qui sont généralement des travailleurs, des gens qui vivent de leur travail. Pour les élites, seules les valeurs des diplômés sont acceptables, elles seules sont légitimes.

C'est sous cet angle qu'il faut comprendre les résultats des élections au Parlement européen. Le Parti populaire européen a recueilli les voix des «plébéiens» de droite qui voulaient le changement, puis a transféré ces voix à la gauche et a conclu un accord avec les élites de gauche qui ont intérêt au maintien du statu quo. Cela a des conséquences pour l'Union européenne. La conséquence est que Bruxelles reste sous l'occupation d'une oligarchie libérale. Cette oligarchie a la mainmise sur elle. Cette élite libérale de gauche organise en fait une élite transatlantique : non pas européenne, mais mondiale ; non pas fondée sur l'État-nation, mais fédérale ; et non pas démocratique, mais oligarchique. Cela a également des conséquences pour nous, car à Bruxelles, les « 3 P » sont de retour : « interdit, permis et promu ». Nous appartenons à la catégorie des interdits. Les Patriotes pour l'Europe sont donc interdits d'occuper des postes. Nous vivons dans le monde de la communauté politique autorisée. Pendant ce temps, nos adversaires nationaux – en particulier les nouveaux venus au Parti populaire européen – appartiennent à la catégorie fortement promue.

Le rejet des «valeurs» occidentales

Et peut-être un dixième point concerne-t-il la façon dont les valeurs occidentales, qui étaient l'essence même de ce qu'on appelle le « soft power », sont devenues un boomerang. Il s'est avéré que ces valeurs occidentales, que l'on pensait universelles, sont manifestement inacceptables et rejetées dans un nombre croissant de pays à travers le monde.

Il s'est avéré que la modernité, le développement moderne, n'est pas occidental, ou du moins pas exclusivement occidental – parce que la Chine est moderne, l'Inde devient de plus en plus moderne, et les Arabes et

les Turcs se modernisent ; et ils ne deviennent pas du tout un monde moderne sur la base des valeurs occidentales.

Entre-temps, le soft power occidental a été remplacé par le soft power russe, car maintenant la clé de la propagation des valeurs occidentales est la communauté LGBTQ. Quiconque n'accepte pas cela est désormais classé dans la catégorie des « arriérés » par rapport au monde occidental. Je ne sais pas si vous avez suivi, mais je trouve remarquable qu'au cours des six derniers mois, des lois pro-LGBTQ aient été adoptées par des pays comme l'Ukraine, Taiwan et le Japon. Mais le monde n'est pas d'accord. Aujourd'hui, l'arme tactique la plus puissante de Poutine est l'exposition occidentale de la communauté LGBTQ et la résistance à celle-ci, l'opposition à celle-ci. C'est devenu l'attraction internationale la plus forte de la Russie ; ainsi, ce qui était autrefois le *soft power* occidental s'est transformé en *soft power* russe – comme un boomerang.

En définitive, Mesdames et Messieurs, je peux dire que la guerre nous a aidés à comprendre l'état réel du pouvoir dans le monde. C'est un signe que dans sa mission, l'Occident s'est tiré une balle dans le pied et accélère ainsi les changements qui transforment le monde.

La fin de 500 ans d'hégémonie occidentale – et pourquoi l'avenir appartient à l'Asie

Nous vivons un changement, un changement qui s'annonce, qui n'avait pas eu lieu depuis cinq cents ans. Nous ne l'avons pas remarqué, car au cours des 150 dernières années, de grands changements se sont produits en nous et autour de nous, mais dans ces changements, la puissance mondiale dominante a toujours été l'Occident. Et nous partons du principe que les changements que nous observons aujourd'hui vont probablement suivre cette logique occidentale.

En revanche, il s'agit d'une situation nouvelle.

Dans le passé, le changement était occidental : les Habsbourg se sont élevés puis sont tombés ; l'Espagne s'est élevée et est devenue le centre du pouvoir ; elle est tombée et les Anglais se sont élevés ; la Première Guerre mondiale a mis fin aux monarchies ; les Britanniques ont été remplacés par les Américains comme leaders mondiaux ; puis la guerre froide russo-américaine a été remportée par les Américains. Mais tous ces développements d'alors sont restés dans le cadre de notre logique occidentale. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et c'est à cela que nous devons faire face ; car le monde occidental n'est pas remis en cause de l'intérieur du monde occidental, et la logique du changement a donc été perturbée.

Ce dont je parle, et ce à quoi nous sommes confrontés, c'est en réalité un changement de système mondial. Et c'est un processus qui vient d'Asie. Pour le dire succinctement et de manière primitive, pendant les prochaines décennies – ou peut-être les siècles, car le système mondial précédent a été en place pendant cinq cents ans – le centre dominant du monde sera en Asie : la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, et je pourrais continuer ainsi. Ils ont déjà créé leurs formes, leurs plateformes, il y a cette formation des BRICS dans laquelle ils sont déjà présents. Et il y a l'Organisation de coopération de Shanghai, au sein de laquelle ces pays construisent la nouvelle économie mondiale.

Je pense que c'est un processus inévitable, car l'Asie a l'avantage démographique, elle a l'avantage technologique dans de plus en plus de domaines, elle a l'avantage du capital, et elle met sa puissance militaire en équilibre avec celle de l'Occident.

L'Asie aura – ou a peut-être déjà – le plus d'argent, les plus gros fonds financiers, les plus grandes entreprises du monde, les meilleures universités, les meilleurs instituts de recherche et les plus grandes bourses. Elle disposera – ou dispose déjà – des recherches spatiales les plus avancées et des sciences médicales les plus avancées. De plus, nous, les Occidentaux – et même les Russes – avons été bien encadrés dans cette nouvelle entité qui prend forme.

[Ce processus est] presque imparable et irréversible.

Le plan de Trump pour l'Amérique : une réaction sensée au changement géopolitique en cours ?

Le président Trump s'efforce de trouver une réponse américaine à cette situation. En fait, la tentative de Donald Trump est probablement la dernière chance pour les États-Unis de conserver leur suprématie mondiale. On pourrait dire que quatre ans ne suffisent pas, mais si vous regardez qui il a choisi comme vice-président, un homme jeune et très fort, si Donald Trump gagne maintenant, dans quatre ans son vice-président sera candidat. Il peut faire deux mandats, ce qui fera un total de douze ans. Et dans douze ans, une stratégie nationale pourra être mise en œuvre. Je suis convaincu que beaucoup de gens pensent que si Donald Trump revient à la Maison Blanche, les Américains voudront conserver leur suprématie mondiale en maintenant leur position dans le monde. Je pense que c'est faux. Bien sûr, personne ne renonce à son rang de son propre chef, mais ce ne sera pas l'objectif le plus important.

Au contraire, la priorité sera de reconstruire et de renforcer l'Amérique du Nord. Cela ne concerne pas seulement les États-Unis, mais aussi le Canada et le Mexique,

car ils forment ensemble un espace économique. Et la place de l'Amérique dans le monde sera moins importante. Il faut prendre au sérieux ce que dit le président: «L'Amérique d'abord, tout ici, tout reviendra à la maison!» C'est pourquoi on développe la capacité à lever des capitaux de partout. Nous en souffrons déjà : les grandes entreprises européennes n'investissent pas en Europe, mais en Amérique, car la capacité d'attirer des capitaux semble se profiler à l'horizon. Elles vont tout faire payer à tout le monde. Je ne sais pas si vous avez lu ce que le président a dit. Par exemple, que les États-Unis ne sont pas une compagnie d'assurances, et si Taiwan veut la sécurité, elle doit payer. Ils nous feront payer le prix de la sécurité, à nous les Européens, à l'OTAN et à la Chine ; et elles parviendront également à un équilibre commercial avec la Chine par le biais de négociations, et le feront évoluer en faveur des États-Unis. Elles déclencheront un développement massif des infrastructures américaines, de la recherche militaire et de l'innovation. Ils parviendront – ou ont peut-être déjà atteint – l'auto-suffisance énergétique et l'autosuffisance en matières premières ; et enfin, ils s'amélioreront idéologiquement, renonçant à l'exportation de la démocratie. L'Amérique d'abord. L'exportation de la démocratie est terminée. C'est l'essence de l'expérience que l'Amérique mène en réponse à la situation décrite ici.

Quelle est la réponse européenne au changement du système mondial ?

Nous avons deux options. La première est ce que nous appelons le «musée à ciel ouvert». C'est ce que nous avons aujourd'hui. Nous nous dirigeons vers cela. L'Europe, absorbée par les États-Unis, restera dans un rôle de sous-développement. Ce sera un continent qui émerveillera le monde, mais qui n'aura plus en lui la dynamique de développement.

La deuxième option, annoncée par le président Macron, est l'autonomie stratégique. En d'autres termes, nous devons entrer dans la compétition du changement du système mondial. Après tout, c'est ce que font les États-Unis, selon leur propre logique. Et nous parlons bien de 400 millions de personnes. Il est possible de recréer la capacité de l'Europe à attirer des capitaux, et il est possible de faire revenir des capitaux d'Amérique. Il est possible de réaliser de grands développements d'infrastructures, notamment en Europe centrale – le TGV Budapest-Bucarest et le TGV Varsovie-Budapest, pour ne citer que ceux dans lesquels nous sommes impliqués. Nous avons besoin d'une alliance militaire européenne avec une industrie de défense européenne forte, de la

recherche et de l'innovation. L'Europe a besoin d'une autosuffisance énergétique, ce qui ne sera pas possible sans l'énergie nucléaire. Et après la guerre, nous avons besoin d'une nouvelle réconciliation avec la Russie.

Cela signifie que l'Union européenne doit renoncer à ses ambitions en tant que projet politique, se renforcer en tant que projet économique et se construire en tant que projet de défense.

Dans les deux cas – musée à ciel ouvert ou compétition – il faudra se préparer à ce que l'Ukraine ne soit pas membre de l'OTAN ou de l'Union européenne, car nous, Européens, n'avons pas assez d'argent pour cela.

L'Ukraine redeviendra un État tampon. Si elle a de la chance, cela s'accompagnera de garanties de sécurité internationale, qui seront inscrites dans un accord entre les États-Unis et la Russie, auquel nous, Européens, pourrions peut-être participer. L'expérience polonaise échouera, car ils n'ont pas les ressources nécessaires : ils devront retourner en Europe centrale et dans le V4. Attendons donc le retour des frères et sœurs polonais.

Les opportunités offertes par le changement géopolitique actuel

En résumé, je peux donc dire que les conditions sont réunies pour une politique nationale indépendante à l'égard de l'Amérique, de l'Asie et de l'Europe. Elles définiront les limites de notre marge de manœuvre. Cette marge de manœuvre est vaste – plus vaste qu'elle ne l'a jamais été au cours des cinq derniers siècles. La question suivante est de savoir comment nous devons utiliser cette marge de manœuvre à notre avantage. Si un changement de système mondial doit se produire, nous devons alors adopter une stratégie qui en soit digne.

L'essence de la grande stratégie de la Hongrie est donc la connectivité. Cela signifie que nous ne nous laisserons pas enfermer dans l'un des deux hémisphères émergents de l'économie mondiale. L'économie mondiale ne sera pas exclusivement occidentale ou orientale. Nous devons être présents dans les deux, à l'Ouest et à l'Est. Cela aura des conséquences.

La première. Nous ne nous impliquerons pas dans la guerre contre l'Est. Nous ne participerons pas à la formation d'un bloc technologique opposé à l'Est, et nous ne participerons pas à la formation d'un bloc commercial opposé à l'Est. Nous rassemblons des amis et des partenaires, pas des ennemis économiques ou idéologiques. Nous ne suivons pas la voie intellectuellement plus facile qui consiste à nous accrocher à quelqu'un, mais nous suivons notre propre chemin. C'est difficile – mais il y a une raison pour laquelle la politique est décrite comme un art.

Le deuxième chapitre de la grande stratégie concerne les fondements spirituels. Au cœur de cette stratégie se trouve la défense de la souveraineté. J'ai déjà suffisamment parlé de politique étrangère, mais cette stratégie décrit également les fondements économiques de la souveraineté nationale. Ces dernières années, nous avons construit une pyramide. Au sommet se trouvent les « champions nationaux ». Au-dessous d'eux se trouvent les entreprises de taille moyenne compétitives au niveau international, puis les entreprises qui produisent pour le marché intérieur. Au bas de la pyramide se trouvent les petites entreprises et les entrepreneurs individuels. C'est l'économie hongroise qui peut servir de base à la souveraineté. Nous avons des champions nationaux dans les domaines suivants : banque, énergie, alimentation, production de produits agricoles de base, informatique, télécommunications, médias, génie civil, construction de bâtiments, promotion immobilière, produits pharmaceutiques, défense, logistique et, dans une certaine mesure, par le biais des universités, industries du savoir. Et ce sont nos champions nationaux. Ils ne sont pas seulement des champions nationaux, ils sont tous présents sur la scène internationale et ils ont prouvé qu'ils étaient compétitifs.

En dessous de ces chiffres, il y a les PME. Je tiens à vous informer qu'aujourd'hui, la Hongrie compte quinze mille PME actives et compétitives à l'échelle internationale. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 2010, elles étaient trois mille. Aujourd'hui, nous en avons quinze mille. Et il va de soi que nous devons élargir la base des petites entreprises et des entrepreneurs individuels. Si, d'ici 2025, nous pouvons établir un budget de paix et non un budget de guerre, nous lancerons un vaste programme en faveur des PME.

La base économique de la souveraineté signifie également que nous devons renforcer notre indépendance financière. Nous devons réduire notre dette non pas à 50 ou 60 %, mais à près de 30 % et nous devons nous positionner comme un créancier régional. Nous faisons déjà des efforts dans ce sens et la Hongrie accorde des prêts d'État à des pays amis de notre région qui sont importants pour elle.

Il est important que, conformément à la stratégie, nous restions un centre de production: nous ne devons pas basculer vers une économie de services. Le secteur des services est important, mais nous devons conserver le caractère de la Hongrie en tant que centre de production, car c'est la seule façon de garantir le plein emploi sur le marché du travail national. Nous ne devons pas répéter l'erreur de l'Occident consistant à utiliser des travailleurs immigrés pour effectuer certains travaux de production, car les populations d'accueil considèrent

déjà que certains types de travail sont indignes d'elles. Si cela devait se produire en Hongrie, cela provoquerait un processus de dissolution sociale difficile à enrayer. Et, pour la défense de la souveraineté, ce chapitre comprend également la construction d'universités et de centres d'innovation.

Le troisième chapitre identifie le corps de la grande stratégie : la société hongroise dont nous parlons. Si nous voulons être vainqueurs, cette société hongroise doit être solide et résiliente. Elle doit avoir une structure sociale solide et résiliente. La première condition pour cela est de stopper le déclin démographique. Nous avons bien commencé, mais maintenant nous avons stagné. Il faut un nouvel élan. D'ici 2035, la Hongrie doit être autosuffisante sur le plan démographique. Il ne peut être question de compenser le déclin démographique par des migrations. L'expérience occidentale montre que s'il y a plus d'invités que d'hôtes, alors la maison n'est plus la maison. C'est un risque qu'il ne faut pas prendre. Par conséquent, si après la fin de la guerre nous pouvons établir un budget de paix, alors pour retrouver la dynamique de l'amélioration démographique, il faudra probablement doubler le crédit d'impôt pour les familles avec enfants en 2025 – en deux étapes, pas en une, mais en un an.

Il faut contrôler l'afflux de ceux qui viennent d'Europe occidentale et qui veulent vivre dans un pays national chrétien. Le nombre de ces personnes va continuer à augmenter. Rien ne sera automatique et nous serons sélectifs. Jusqu'à présent, ils l'ont été, mais maintenant, c'est nous qui le serons. Pour que la société soit stable et résiliente, elle doit être fondée sur une classe moyenne: les familles doivent avoir leur propre richesse et leur indépendance financière. Le plein emploi doit être préservé et la clé pour cela sera de maintenir la relation actuelle entre le travail et la population rom. Il y aura du travail et on ne peut pas vivre sans travail. C'est le marché et c'est l'essence de ce qui est proposé.

Enfin, il y a l'élément crucial de la souveraineté. C'est l'essence même de la protection de la souveraineté, qui

est la protection de la spécificité nationale. Il ne s'agit pas d'assimilation, ni d'intégration, ni de mélange, mais de maintien de notre propre caractère national. C'est la base culturelle de la défense de la souveraineté : la préservation de la langue et le fait d'éviter un état de « religion zéro ». L'état de « religion zéro » est un état dans lequel la foi a disparu depuis longtemps, mais où la tradition chrétienne a également perdu sa capacité à nous fournir des règles culturelles et morales de comportement qui régissent notre relation au travail, à l'argent, à la famille, aux relations sexuelles et à l'ordre de priorité dans nos relations les uns avec les autres. C'est ce que les Occidentaux ont perdu. —

Le discours complet de Viktor Orbán : [cliquez ici !](#)



Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile, [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1

Bénéficiaire :

Perspective catholique

1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)

D'avance, nous vous remercions

www.perspectivecatholique.ch